Marie-Claire BOSCO, *Imprimeurs et libraires sous surveillance (1814-1848)*

Paris, Classiques Garnier, coll. Littérature et censure, 2018, 464 pages

Christophe Cosker

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20027>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.20027

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 388-390

ISBN : 9782814305540

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Christophe Cosker, « Marie-Claire bosco, *Imprimeurs et libraires sous surveillance (1814-1848)* », *Questions de communication* [En ligne], 35 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 21 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20027> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.20027>

les phénomènes de hantise ou dans les rencontres avec les auto-stoppeurs fantômes. Ils rapportent de la même façon des observations d'ovnis, de créatures féériques et de cryptiques (des monstres légendaires tel que le monstre du Loch Ness ou encore le Bigfoot). Par conséquent, il semble que ce ne sont pas juste des cas d'ostensions ou des récits qui seraient rapportés par des individus qui n'ont pas eux-mêmes vécu l'expérience exceptionnelle en question.

Il aurait dès lors été intéressant de voir s'il était possible de trouver en Belgique des personnes qui témoignent elles-mêmes de rencontres avec des dames blanches. Dans le même ordre d'idée, pourquoi discuter des auto-stoppeurs fantômes et ne rien dire de la vague belge d'ovni de 1989 à 1992 ? Le présupposé implicite est encore une fois que, dans le premier cas, il s'agirait uniquement d'une rumeur, là où les observations d'ovni sont des expériences exceptionnelles rapportées par des individus bien précis ; et pas uniquement des récits qui trouveraient toujours leur origine chez un « ami d'un ami » impossible à identifier clairement. Il en va de même pour les apparitions mariales qui ont agité la Belgique dans la première moitié du ^{xx}e siècle. Ce présupposé semble discutable, même s'il est relativement typique du champ de la folkloristique. Si, à l'inverse, les rencontres avec des auto-stoppeurs fantômes sont bien des expériences exceptionnelles, il aurait été intéressant de proposer aux lecteurs une revue de la littérature concernant les diverses explications scientifiques proposées en psychologie anomalistique et en parapsychologie pour tenter d'en rendre compte.

Il s'agit encore une fois d'une critique mineure. Le travail sur les légendes urbaines et rumeurs réalisé par Aurore Van de Winkel est fascinant et nous espérons qu'elle continuera dans les années à venir à documenter ce patrimoine culturel belge.

Jean-Michel Abrassart
abrassart1[at]yahoo.fr

Histoire, sociétés

Marie-Claire Bosco, *Imprimeurs et libraires sous surveillance (1814-1848)*

Paris, Classiques Garnier, coll. Littérature et censure, 2018, 464 pages

Le présent ouvrage embrasse, dans une période qui va de la Restauration (1814-1819) à la monarchie de Juillet (1830-1848), la surveillance du livre, raison pour laquelle il s'ouvre sur une citation de l'ouvrage de Georges Minois, *Censure et culture sous l'Ancien*

Régime (1995). En effet, la Révolution française abolit les corporations et promeut la liberté d'expression et celle de la presse. Sans réinstaurer explicitement une censure, mot soigneusement évité, Napoléon se fait subtilement le garant de la liberté de création, mais en même temps le contrôleur d'autant plus sévère de la liberté de diffusion. En d'autres termes, pour surveiller et punir le livre, il porte son attention non pas sur l'auteur visible, mais sur les auteurs invisibles que sont les imprimeurs, les éditeurs et autres membres du monde du livre. De façon plus générale, il instaure une Librairie, organe de pouvoir et ministère, distinct ou non de celui de la Police ou de l'Intérieur selon époques, pour surveiller et punir la librairie, c'est-à-dire l'ensemble des métiers et des lieux du livre. L'ouvrage de Marie-Claire Bosco, issu d'une thèse de doctorat dirigée par Jean-Yves Mollier, se présente comme un essai sur l'histoire du livre et de l'édition, en complément notamment de *L'Histoire de l'édition française*, de *L'Histoire de la librairie française*, ou encore la monographie d'Anthony Glinier : *Naissance de l'éditeur : l'édition à l'âge romantique*. Il propose effectivement l'histoire d'une institution et recourt fréquemment à la forme prosopographique, c'est-à-dire au portrait singulier ou collectif. Pour rendre compte de cet ouvrage, nous proposons de revenir sur le *corpus* législatif qui permet la surveillance du livre, puis sur la mise en œuvre de ces règles dans le monde du livre, aboutissant ou non à des sanctions.

Le texte législatif principal de la période est le décret de Napoléon du 5 février 1810 constituant règlement sur l'imprimerie et la librairie. Ayant participé aux discussions, Napoléon fit notamment la déclaration suivante, indiquant par là l'importance du domaine de la librairie à ses yeux et, plus généralement, à ceux du pouvoir : « L'imprimerie est un arsenal qu'il importe de ne pas mettre à la disposition de tout le monde... Le droit d'imprimer n'est pas du nombre des droits naturels. Celui qui se mêle d'instruire fait une fonction publique, et dès lors, l'État peut l'en empêcher » (pp. 25-26)

Ce texte met moins l'accent sur la création d'un ouvrage que sur sa diffusion, rendant l'éditeur responsable à défaut de l'auteur. À certains moments, cette répartition des responsabilités sera remise en cause, et non seulement des éditeurs, mais aussi des auteurs seront poursuivis. Ce texte est complété par l'article 8 de la charte octroyée par Louis XVIII le 4 juin 1814 : « Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions, en se conformant aux lois qui doivent réprimer les abus de cette liberté. » (p. 20). Il convient enfin de signaler que, lorsque la censure se fera plus forte, une vieille loi de 1728

sera tirée de l'oubli, permettant de contrôler l'accès aux ateliers : « La porte de leur imprimerie ne sera fermée pendant le temps de leur travail que par un simple loquet. Leur défendons d'avoir, dans les maisons où ils impriment, aucunes portes de derrière, par lesquelles ils puissent faire sortir clandestinement aucun imprimé » (p. 157).

À présent, pour comprendre comment la loi est mise en œuvre, il convient de se souvenir que l'abolition des corporations pendant la période révolutionnaire a entraîné la prolifération des imprimeries. De plus, les libertés d'expression et de presse ont été encouragées. Pour contrôler l'édition sur la période concernée, un brevet d'imprimeur – que l'on soit typographe, lié à un procédé inventé par Louis-Étienne Erhan, puis, plus tard, lithographe, ou encore taille-doucier – est mis en place. Pour l'obtenir, le candidat doit présenter un certificat de capacité, capacité attestée par quatre libraires, ainsi qu'un certificat de moralité attestant la bonne vie et les bonnes mœurs de l'impétrant, sans oublier son attachement au roi. Ce brevet obtenu, il faut encore prêter serment de fidélité au roi et aux lois du royaume. Les brevets de création permettent d'installer un *numerus clausus* qui se monte à quatre-vingts personnes à Paris. En parallèle, les nouveaux brevets ne seront que de remplacement, ce qui ouvre la voie à la spéculation et aux imprimeries clandestines, appelées succursales. À Paris, quatre presses sont obligatoires et deux seulement en province. Le brevet d'imprimeur sera supprimé le 10 septembre 1870.

La Librairie – dont la majuscule signifie une institution de pouvoir –, censure la librairie afin d'empêcher premièrement les publications obscènes ou jugées telles. Son attention se porte principalement sur les ouvrages de moins de vingt feuilles, c'est-à-dire les moins onéreux, les moins longs, les plus faciles d'accès : ceux qui peuvent donc exercer l'influence la plus large. Progressivement, cette censure s'étend à l'ensemble des opinions qui s'opposent au régime en place, c'est-à-dire, au fil du temps : le libéralisme, le carlisme ou encore le républicanisme. Sur la période concernée, la religion constitue un objet mouvant parce que, en fonction de ces rapports aux pouvoirs, les livres censurés coïncident ou non avec ceux de l'*Index librorum prohibitorum* romain, contesté ou non au nom du gallicanisme. La tâche de la Librairie est rendue complexe par le caractère protéiforme de la librairie. En effet, le monde du livre s'étend de la librairie – lieu de vente du livre – à la bibliothèque – lieu d'emprunt du livre – en passant par les cabinets de lecture, les cercles littéraires, les bouquinistes, les loueurs de livres, les colporteurs ou encore les étalagistes, sans oublier la papeterie qui se charge des bilboquets, c'est-à-

dire, le plus souvent, les commandes administratives. La Librairie peine à réguler les lieux d'impression du livre soumis au brevet et les lieux de vente du livre soumis seulement à patente. Entre la vente et la location des livres existe également une zone d'ombre. Marie-Claire Boscq rappelle qu'en France à l'époque, un tome coûte en moyenne 7,50 francs tandis que trente centimes permettent de s'offrir un abonnement à un cabinet de lecture proposant livres et journaux. En cas de contravention ou de délit, la Police de la Librairie peut effectuer des enquêtes de moralité, des rapports de police et saisir les tribunaux afin d'obtenir des sanctions. L'ouvrage de Marie-Claire Boscq se termine par une série d'annexes qui donnent à voir la variété des documents qui forment ses sources : Texte du décret de Napoléon constituant le règlement sur l'imprimerie et la librairie (p. 373), Texte de la loi de Louis XVIII relative à la liberté de la presse (p. 381), Tableau récapitulatif des brevets accordés par période gouvernementale de 1814 à 1850 (p. 385), Principaux départements « pourvoyeurs » de la librairie parisienne (p. 387), Pourcentage de femmes brevetées sur l'ensemble de la période 1814-1850 (p. 389), Statut des femmes brevetées par périodes gouvernementales (p. 391), Femmes non-veuves ayant exercé le métier d'imprimeur (p. 393), Liens de parenté des successeurs de femmes imprimeurs (p. 395), Statut des femmes brevetées tenant un cabinet de lecture (p. 397), Rattachement hiérarchique des inspecteurs de librairie (p. 399), D'un préfet à l'autre : mobilité des commissaires de polices dans les 48 quartiers de Paris (p. 403), Tarif des peines : extraits des lois de 1819, 1822 et 1835 (p. 405), Exemples de condamnations (p. 411) et Demande de restitution de brevet d'imprimeur : Jean-Nicolas Barba (p. 423). La sanction symbolique la plus forte, équivalant à une mise à mort professionnelle, est le retrait du brevet, qui est néanmoins parfois contournée par la stratégie du prête-nom. De plus, un brevet peut être perdu, puis retrouvé, au fil des régimes. Le dispositif du dépôt légal est mis en place à partir de 1815. Il est lié à la *Bibliographie de l'Empire Français ou Journal général de l'imprimerie et de la librairie*. Facilitant la surveillance de la Librairie, il garantit en outre la propriété littéraire et permet d'enrichir les bibliothèques publiques.

En conclusion, cet ouvrage présente l'intérêt de permettre de comprendre le fonctionnement du monde du livre, principalement à Paris, « capitale du livre » selon Frédéric Barbier, entre 1814 et 1848. De façon générale, il illustre la peur que le pouvoir nourrit à l'égard du livre et de l'imprimé, raison pour laquelle il surveille l'écrit et tente de punir tout livre qui ne soutient pas le pouvoir en place. Nous avons

mis l'accent sur le rapport entre le *corpus* législatif et ses modalités d'application à symétrie variable : des périodes de fermeté succédant à des périodes de liberté, notamment l'avènement de Louis-Philippe – abondamment représenté en forme de poire dans *Caricature* et *Le Charivari* – au début de la monarchie de Juillet. Dans cet ouvrage touffu, on croise les grandes figures des différents régimes, le célèbre Fouché, les grandes dynasties d'imprimeurs – Barrois, Belin, Didot, Panckoucke – et de libraires – Dupont, Hachette –, sans oublier des personnages moins connus, comme Alexandre Corréard, devenu libraire après avoir survécu au naufrage de *La Méduse*.

Christophe Cosker

HCTI, université de Bretagne occidentale, F-29000

LCF, université de La Réunion

christophecosker[at]gmail.com

Julie Bour, *Clientélisme politique et recommandations L'exemple de la Lorraine de la III^e à la V^e République*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 211 pages

Dérivé de sa thèse en histoire contemporaine étudiant l'itinéraire politique de Louis Jacquinot (1898-1993), l'inamovible député de la Meuse de 1932 à 1973, ce livre est fondé sur des sources archivistiques composées des requêtes des électeurs aux élus lorrains et des lettres de recommandation qui leur donnent suite. Les fonds laissés par Jules Develle (1845-1919), le député de la Meuse, ou par Christian Pierret, le député de Saint-Dié, forment un ensemble cohérent de documents similaires qui permet une étude quantitative et sérielle. L'approche est novatrice car, d'ordinaire, l'historien du politique cherche à restituer une crise politique locale ou nationale, à dégager une tradition de philosophie politique mais il tend à ignorer comment s'effectue l'ancrage local de l'élu. Il considérerait facilement qu'il coule de source soit à titre de vieille famille bien implanté dans le terroir (les familles Ferry ou Flandin) soit en raison d'une appartenance à un parti particulièrement bien implanté dans le département ou à une société philosophique humaniste qui soutient discrètement certains candidats. Il ignore la recommandation au profit du jeu des groupes de pression, ce qui est un autre sujet (Philip Williams, *La Vie politique sous la 4^e République*, Paris, A. Colin, 1971, p. 569 sq. ; p. 638 sq.). D'entrée de jeu, l'auteur avance une évidence. Qu'il soit classé à droite ou à gauche de l'échiquier politique, tout député écrit des lettres de recommandation en faveur de ses électeurs qui le sollicitent à cet effet. Leur but serait de fidéliser le vote des obligés. Certains députés le pensent

(p. 40) ; d'autres se montrent circonspects à ce sujet (p. 141). Est-ce le regard de l'historien qui, voulant établir un lien de causalité, trouve dans le recours à la recommandation la cause des réélections successives à la députation, faute de trouver d'autres éléments explicatifs ? L'auteur aurait pu davantage souligner que la personne sollicitée ne l'est pas obligatoirement pour sa charge de député mais pour la charge cumulée de conseiller général ou de maire qui peuvent accorder ou non les subventions aux associations, des empris etc.

La méconnaissance de cette source documentaire par les historiens explique que les sociologues et les politistes ont étudié les premiers les recommandations et le clientélisme politique qui est censé en découler. Toutefois, la méthode sociologique conduit l'historien à la remettre en cause. Un article de Roland Mousnier (1907-1993) l'a analysée voici près de quarante ans (Roland Mousnier, « Réflexions d'un historien à la lecture d'un manuel de sociologie » *Revue Historique*, 534, avril-juin 1980, pp. 395-401). Le sociologue construit un modèle théorique qui isole des éléments actifs comme le *broker* ou « recommandeur » selon les termes utilisés (p. 22). À partir de ces derniers, il construit l'objet sociologique de la recommandation en évacuant tous les éléments qui ne sont pas sociologique *stricto sensu* comme le regard moral (p. 23). Il construit alors un mécanisme de la recommandation valable en tout temps et en tous lieux : du clientélisme de la Rome antique en passant par la vassalité ou le caciquisme hispanique. La méthode est déductive.

La méthode historique est inductive. Elle se construit par rapport à des circonstances ponctuelles bien définies dans l'espace et dans le temps. Jules Develle a pratiqué la recommandation dans la Meuse au même titre que Louis Jacquinot ou André Savard qui furent des élus contemporains de sensibilités politiques divergentes. L'historien posera en premier la question de savoir s'il pratique la même recommandation à des décennies de distance. Il rappellera que, dans la République, de manière officieuse sous la Troisième et de manière officielle sous les deux dernières, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 réproouve en théorie cette pratique en vertu de l'article 6 qui stipule « que tous les citoyens étant égaux [devant la loi] sont également admissibles à toutes dignités, place et emplois publics, selon leurs capacités et sans autre distinctions que celle de leur vertu et de leur talent ». Or, à aucun moment du livre, un élu lorrain n'intervient en faveur de l'octroi, par recommandation, du statut de ruraliste à une époque où l'État détient le monopole de la